Conseil de
l'Union européenne

Bruxelles, le 29 octobre 2026
(OR. en)

15163/26

DEVGEN 178	**COEST 806**
ACP 106	**SAN 745**
RELEX 1432	**GENDER 163**
MIGR 334	**CLIMA 602**
SUSTDEV 89	**ENER 723**
COHOM 142	**MAMA 262**
COAFR 354	**MOG 231**
COASI 201	**NDICI 23**
DIGIT 283	**COWEB 140**
COLAC 140	

NOTE DE TRANSMISSION

Origine:	Pour la secrétaire générale de la Commission européenne, Madame Martine DEPREZ, directrice
Date de réception:	29 octobre 2026
Destinataire:	Madame Thérèse BLANCHET, secrétaire générale du Conseil de l'Union européenne
N° doc. Cion:	COM(2026) 588 final
Objet:	RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL Rapport annuel 2026 sur la mise en œuvre des instruments de l'action extérieure de l'Union européenne en 2025

Les délégations trouveront ci-joint le document COM(2026) 588 final.

p.j.: COM(2026) 588 final

COMMISSION
EUROPÉENNE

Bruxelles, le 29.10.2026
COM(2026) 588 final

RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL

Rapport annuel 2026 sur la mise en œuvre des instruments de l'action extérieure de l'Union européenne en 2025

{SWD(2026) 324 final}

Table des matières

AVANT-PROPOS 2
ENGAGEMENTS AU NIVEAU MONDIAL 4
Réponse de l'UE à la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine 4
L'UE: un acteur mondial 5
La stratégie «Global Gateway» 6
Aide humanitaire 6
APERÇU THÉMATIQUE 8
Développement humain 8
Transition propre et résilience climatique 8
Transition numérique, science, technologie, innovation et infrastructures 9
Croissance durable et emplois 10
Migration et déplacements forcés 11
Gouvernance démocratique et droits de l'homme, paix et sécurité 12
ACTION AU NIVEAU MONDIAL 14
Afrique subsaharienne 14
Asie et Pacifique 15
Amériques et Caraïbes 15
Élargissement de l'UE (Balkans occidentaux, Turquie, Ukraine, République de Moldavie, Géorgie) 16
Voisinage européen 17
Voisinage oriental de l'Union 17
Voisinage méridional de l'UE et Moyen-Orient/région du Golfe 18
Pays et territoires d'outre-mer (PTOM) 18

AVANT-PROPOS

L'année 2025 a été marquée par des changements profonds et souvent imprévisibles, dans le monde entier. Les citoyens ont de plus en plus ressenti les effets des guerres en cours aux portes de l'UE. La guerre d'agression menée par la Russie en Ukraine a continué d'avoir des répercussions dans l'Union européenne, où l'augmentation des attaques hybrides vise à compromettre la sécurité européenne. Le contexte de plus en plus instable a continué d'exiger de l'Union européenne qu'elle assume une plus grande responsabilité en ce qui concerne sa sécurité et sa défense, qu'elle défende de manière proactive ses intérêts dans le monde entier et qu'elle intensifie ses efforts pour relever les défis mondiaux, protéger les droits de l'homme et renforcer le multilatéralisme.

L'UE a durablement réorienté son approche vers la création de partenariats d'égal à égal, mutuellement bénéfiques, avec un double impératif de renforcement de la résilience et de l'autonomie au niveau international et sur son territoire. Un élément clé de cette approche est notre stratégie «Global Gateway». Grâce à cette stratégie, l'UE est en mesure de concentrer ses ressources là où elles sont susceptibles de produire le plus d'effets en matière de développement durable, tout en protégeant les intérêts de l'Union. L'incidence s'est concrétisée tant sur le plan de la quantité que de la qualité des initiatives mises en œuvre.

Afin de maximiser l'impact de l'UE dans le monde et d'utiliser au mieux les ressources et les compétences de l'UE, les institutions de l'UE, les États membres de l'UE et les institutions financières ont pleinement adhéré à la notion de collaboration en tant qu'«Équipe Europe». Cette approche fait désormais partie intégrante de notre boîte à outils pour l'action extérieure et y occupe une place centrale, que ce soit dans le cadre de la stratégie «Global Gateway», dans des contextes fragiles, via l'aide humanitaire et la protection civile, ou dans le cadre d'un engagement multilatéral. Le réseau des délégations de l'UE dans le monde continue de jouer un rôle essentiel pour assurer une présence forte et cohérente sur le terrain, en travaillant en étroite collaboration avec les États membres de l'UE et les institutions financières européennes dans le cadre d'une approche «Équipe Europe».

L'action extérieure de l'UE tout au long de l'année 2025 s'est appuyée sur quatre piliers qui se renforcent mutuellement: défendre la paix et la sécurité, promouvoir l'élargissement, préserver la prospérité, la sécurité économique et la résilience, et renforcer le multilatéralisme et la solidarité mondiale. Les instruments d'action extérieure de l'UE ont continué à combiner une réponse rapide, flexible et intégrée aux crises et aux chocs géopolitiques avec le respect des normes les plus élevées de bonne gestion financière.

Le présent rapport décrit les travaux de l'UE et de ses États membres dans les quatre piliers, y compris les travaux visant à renforcer les partenariats, conformément à nos valeurs européennes, ainsi que nos actions dans de nombreux domaines allant de l'éradication de la pauvreté et du développement durable au libre-échange, en passant par la sécurité, la paix et la stabilité, la migration, la promotion des droits de l'homme, l'égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes, la protection de la démocratie et de l'état de droit et l'atténuation des souffrances. Plusieurs initiatives de l'UE ont également soutenu les pays partenaires dans la lutte contre le changement climatique et

la protection de la biodiversité et illustrent les efforts persistants déployés par l'UE pour honorer ses engagements au niveau mondial.

C'est lorsque nous unissons nos forces que l'Union européenne est la plus forte. Parallèlement à notre portefeuille complet de projets et d'instruments extérieurs, il est donc essentiel de continuer à construire et à produire des résultats solides et durables dans le cadre d'une approche «Équipe Europe».







Haute représentante Vice-présidente
KAJA KALLAS
Affaires étrangères et politique de sécurité

Commissaire
DUBRAVKA ŠUICA
Méditerranée

Commissaire
MARTA KOS
Élargissement

Commissaire
JOZEF SÍKELA
Partenariats internationaux

Commissaire
HADJA LAHBIB
Égalité, état de préparation et gestion de crises

ENGAGEMENTS AU NIVEAU MONDIAL

Réponse de l'UE à la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine

La guerre d'agression à grande échelle menée par la Russie contre l'Ukraine a continué d'être à l'origine de souffrances humaines, de déplacements massifs et de la destruction à grande échelle d'infrastructures civiles et énergétiques critiques, tout en portant atteinte à l'architecture de sécurité européenne et mondiale et en aggravant les vulnérabilités alimentaires, énergétiques et économiques bien au-delà de la région.

À la fin de 2025, l'Union européenne (UE) et ses États membres avaient apporté un soutien combiné à l'Ukraine pour un montant total d'environ 193,3 milliards d'EUR, dont 69,3 milliards d'EUR de soutien militaire, plus de 103,3 milliards d'EUR d'aide financière, économique et humanitaire, 3,7 milliards d'EUR provenant des produits liés aux avoirs russes immobilisés et 17 milliards d'EUR destinés à aider les personnes fuyant la guerre.

Un pilier central de la réponse de l'UE en 2025 a été la facilité pour l'Ukraine, un instrument spécifique d'un montant maximal de 50 milliards d'EUR destiné à apporter un soutien prévisible et flexible au redressement, à la reconstruction et à la modernisation de l'Ukraine, combinant des subventions et des prêts liés aux réformes avec une composante «investissement», le cadre d'investissement pour l'Ukraine, soutenu à hauteur de 9,5 milliards d'EUR par l'UE et visant à mobiliser jusqu'à 40 milliards d'EUR d'investissements publics et privés. À la fin de 2025, jusqu'à 6,9 milliards d'EUR avaient été alloués au titre de ce cadre à des programmes de soutien aux petites entreprises, aux communautés touchées par la guerre, aux infrastructures critiques et à la double transition écologique et numérique.

En 2025, dans le prolongement des engagements pris par les dirigeants du G7 et sur la base d'une proposition de la Commission, l'UE a adopté et décaissé un ensemble de mesures d'assistance financière consistant en un prêt exceptionnel d'assistance macrofinancière de 18,1 milliards d'EUR. Dans le cadre de ces mesures, un mécanisme de coopération sous forme de prêts est financé par des recettes exceptionnelles provenant d'actifs souverains russes immobilisés. En outre, en décembre 2025, les États membres de l'UE sont convenus d'accorder à l'Ukraine un prêt de 90 milliards d'EUR pour 2026 et 2027, sur la base des emprunts de l'UE soutenus par la marge de manœuvre budgétaire de l'UE.

Tout au long de l'année 2025, l'UE a adopté de nouveaux trains de mesures restrictives (sanctions) visant à limiter la capacité de la Russie à mener sa guerre et à affaiblir sa base économique, par exemple en restreignant son accès aux technologies utilisées sur le champ de bataille et en limitant ses recettes énergétiques.

Dans le même temps, les sanctions et les mesures visant à réduire la dépendance à l'égard des combustibles fossiles russes ont constitué un autre volet essentiel de la réponse de l'UE, avec la feuille de route REPowerEU de l'UE et la législation connexe réduisant fortement les importations russes vers l'UE.

L'Ukraine est restée la plus grande opération jamais menée dans le cadre du mécanisme de protection civile de l'UE, le centre de coordination de la réaction d'urgence ayant traité 39 demandes d'aide actualisées venant d'Ukraine. Rien qu'en 2025, l'UE a fourni une aide humanitaire d'un montant total de 220 millions d'EUR pour soulager les souffrances du peuple ukrainien. La directive relative à la protection temporaire des personnes fuyant la guerre a été prorogée jusqu'en mars 2027.

L'UE: un acteur mondial

En 2025, l'UE a opéré dans un environnement international de plus en plus tendu et complexe, marqué par la guerre à proximité de ses frontières, l'escalade des conflits régionaux, les perturbations des routes commerciales, l'intensification de la concurrence géopolitique et géoéconomique et l'aggravation des crises climatique et environnementale. Le recul démocratique, les violations du droit international, y compris les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire, la désinformation et les activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger, ainsi que la pression croissante exercée sur le système multilatéral et l'ordre international fondé sur des règles ont encore compromis la stabilité mondiale.

La réponse de l'UE à l'évolution de la situation mondiale en 2025 s'est fondée sur quatre piliers qui se renforcent mutuellement: défendre la paix et la sécurité, promouvoir l'élargissement, préserver la prospérité et la résilience grâce à des liens économiques durables et sûrs, et renforcer le multilatéralisme et la solidarité mondiale. Une paix, une sécurité et une prospérité durables dépendent d'un ordre international efficace fondé sur des règles.

En 2025, l'UE a encore progressé dans la mise en œuvre de son programme en matière de sécurité et de défense, grâce à une approche intégrée des défis multiples en matière de sécurité et de défense, en maintenant un soutien militaire fort à l'Ukraine, en renforçant son rôle au moyen de missions relevant de la politique de sécurité et de défense commune et de la facilité européenne pour la paix, en renforçant la résilience face aux menaces hybrides et aux cybermenaces, et en renforçant les partenariats en matière de sécurité et de défense.

L'Union a reconnu que l'interdépendance est de plus en plus instrumentalisée et a cherché, en 2025, à réduire les dépendances critiques tout en préservant un commerce ouvert et fondé sur des règles. L'UE a présenté une démarche plus proactive et plus efficace pour renforcer sa sécurité économique[1]. Compte tenu du caractère de plus en plus central de la sécurité et de la résilience économiques dans l'action extérieure, l'UE a fait progresser une politique économique étrangère qui lie compétitivité, sécurité et partenariats, renforçant ainsi son programme en matière de commerce et de partenariat avec des régions clés et des partenaires partageant les mêmes valeurs dans le monde entier. La stratégie «Global Gateway» est devenue un cadre essentiel pour la mise en œuvre de ce programme.

L'UE a renforcé son engagement en faveur du multilatéralisme, de la solidarité mondiale et de la protection des droits de l'homme et des principes humanitaires en œuvrant à la défense et à l'adaptation du système multilatéral, en s'appuyant sur la charte des Nations unies, le programme à l'horizon 2030 et le «pacte pour l'avenir» des Nations unies. En 2025, l'UE a activement soutenu l'initiative ONU80 du secrétaire général de l'ONU, une occasion de renforcer l'efficacité, le rapport coût-efficacité et la cohérence de l'ONU et de veiller à ce qu'elle soit en mesure de mettre en œuvre ses trois piliers que sont la paix et la sécurité, les droits de l'homme et le développement.

En 2025, l'UE a fait de l'océan une priorité stratégique de son action extérieure, notamment en défendant l'intégrité de la convention des Nations unies sur le droit de la mer en tant que cadre juridique pour toutes les activités océaniques. Lors de la troisième conférence des Nations unies sur l'Océan, l'UE a présenté plus de 50 engagements volontaires d'une valeur de près de 1 milliard d'EUR, afin de contribuer à mobiliser la communauté internationale pour accélérer l'action en faveur des océans, notamment en vue de l'entrée en vigueur du traité sur la haute mer.

[1] JOIN(2025) 977 final.

En 2025, l'UE et ses États membres sont restés collectivement le plus grand pourvoyeur d'aide publique au développement (APD), avec 82,5 milliards d'EUR, soit 48 % de l'APD mondiale[2], d'après les données préliminaires de l'OCDE. Toutefois, les données montrent une baisse significative de l'APD totale au niveau mondial, principalement sous l'effet d'un désengagement massif des États-Unis.

Les efforts visant à coordonner plus étroitement les financements extérieurs et de cohésion de l'UE ont constitué une avancée significative avec le lancement des premiers appels à projets pour relever les défis communs aux régions ultrapériphériques de l'UE, aux PTOM et aux pays tiers participant aux programmes INTERREG.

La stratégie «Global Gateway»

L'UE a encore renforcé la stratégie «Global Gateway», sa stratégie d'investissement mondiale visant à établir des partenariats mutuellement bénéfiques et à mobiliser des ressources publiques et privées pour combler le déficit d'investissement mondial et soutenir la mise en œuvre du programme à l'horizon 2030 et des objectifs de développement durable (ODD).

En 2025, l'UE, ses États membres et les institutions financières européennes avaient mobilisé plus de 306 milliards d'EUR d'investissements dans le cadre de la stratégie «Global Gateway», dépassant largement l'objectif de 300 milliards d'EUR fixé pour 2027. Tout au long de l'année 2025, l'approche «Équipe Europe» a continué de jouer un rôle central dans la mise en œuvre, afin de garantir la mise en œuvre coordonnée de trains de mesures d'investissement à forte incidence.

La plateforme d'investissement «Global Gateway»[3] pour l'Afrique subsaharienne, l'Amérique latine et les Caraïbes et la région Asie-Pacifique a été lancée en octobre 2025 en tant que plateforme centrale pour rationaliser et renforcer la participation du secteur privé, permettant aux entreprises de l'UE de soumettre des propositions d'investissement par l'intermédiaire des équipes nationales[4] dans les États membres de l'UE. Le groupe consultatif des acteurs du marché pour la stratégie «Global Gateway» a continué de renforcer la coopération avec le secteur privé européen.

En Afrique du Nord et au Moyen-Orient, le pacte pour la Méditerranée, adopté en octobre 2025, fournit le nouveau cadre politique pour la stratégie «Global Gateway» dans la région. En 2025, 662 millions d'EUR d'investissements ont été approuvés, ce qui devrait permettre de mobiliser plus de 7 milliards d'EUR d'investissements, portant ainsi la mobilisation totale attendue à 30 milliards d'EUR dans le sud de la Méditerranée entre 2021 et 2025. Dans les Balkans occidentaux, en Turquie et dans la région du voisinage oriental, près de 40 milliards d'EUR d'investissements attendus ont été mobilisés entre 2021 et 2025.

Aide humanitaire

En 2025, l'aide humanitaire et la protection civile de l'UE ont dû combler des besoins mondiaux exceptionnellement élevés. L'UE est un donateur de premier plan guidé par les principes d'humanité, de neutralité, d'impartialité et d'indépendance. Ensemble, l'UE et ses États membres fournissent la plus grande part du financement humanitaire mondial (34 % en 2025), l'UE ayant alloué plus de

[2] L'APD mondiale désigne ici la somme de l'APD déclarée par l'UE collectivement et de celle déclarée par tous les autres pays donateurs.

[3] https://international-partnerships.ec.europa.eu/investment-hub_en?prefLang=fr.

[4] Des mécanismes nationaux de coordination pangouvernementale pour la coopération avec le secteur privé.

2,57 milliards d’EUR en 2025 à l’aide humanitaire fondée sur les besoins dans 110 pays, ainsi que plus de 245 millions d’EUR au mécanisme de protection civile de l’Union (MPCU) et aux capacités connexes.

La crise alimentaire mondiale reste critique. Pour faire face à la faim dans le monde, environ 600 millions d’EUR ont été alloués à l’aide humanitaire alimentaire et nutritionnelle, dans un contexte où 295 millions de personnes étaient confrontées à une insécurité alimentaire aiguë et où la famine s'est confirmée à Gaza et au Soudan.

Les principaux facteurs de la crise humanitaire actuelle sont les conflits, l’insécurité et les conséquences du changement climatique. Dans les conflits armés actuels, les violations du droit international humanitaire (DIH) restent généralisées. Ainsi, en 2025, la Commission européenne a maintenu ses financements et ses plaidoyers en faveur d’un environnement plus propice à une aide humanitaire fondée sur des principes, dans un contexte d'augmentation de violations du droit international humanitaire et des obstacles à l’accès humanitaire fondé sur des principes.

La capacité d’intervention humanitaire européenne, rebaptisée ReliefEU, a fourni un soutien logistique stratégique au moyen d'opérations de pont aérien humanitaire, de stockage et d’entreposage, et par des services de transport. En 2025, ReliefEU a fourni une aide humanitaire dans plusieurs zones touchées par des crises et des conflits, notamment à Gaza, au Soudan, en République démocratique du Congo et au Myanmar/en Birmanie, en étroite coopération avec les partenaires humanitaires et le MPCU. En 2025, plus de 110 millions d’EUR ont été alloués aux opérations ReliefEU, fournissant une aide totale de 6 780 tonnes métriques et répondant à 20 crises dans 18 pays.

Les aspects extérieurs de la protection civile font partie intégrante de la réponse de l’UE aux situations d’urgence, complétant l’aide humanitaire et la coopération au développement en fournissant une assistance rapide et coordonnée en cas de catastrophes naturelles et d’origine humaine dans le monde entier. Le MPCU a été activé, par exemple, en réaction à l’épidémie d’Ebola en République démocratique du Congo, aux graves inondations à Cabo Verde et au tremblement de terre de magnitude 7,7 au Myanmar/en Birmanie en mars 2025.

APERÇU THÉMATIQUE

Développement humain

L'éradication de la pauvreté a continué d'occuper une place centrale dans les activités de la Commission. À l'heure actuelle, environ 10,3 % de la population mondiale vit sous le seuil d'extrême pauvreté, fixé à 3 USD par jour. Entre 2021 et 2024, 8,1 % de l'APD financée par l'UE (plus de 26,6 milliards d'EUR) ont directement soutenu l'ODD 1 relatif à l'éradication de la pauvreté.

L'action humanitaire dans le domaine de la santé est restée essentielle pour protéger des vies et préserver les progrès en matière de développement. En 2025, l'UE a alloué environ 400 millions d'EUR à la santé humanitaire, un montant record, en mettant l'accent sur le renforcement des systèmes de santé et de la préparation aux épidémies, en faisant progresser la couverture sanitaire de base et universelle, y compris en matière de santé des femmes, dans un contexte de réduction du financement de la santé au niveau mondial et à l'augmentation des besoins dans les pays fragiles et en proie à des conflits.

L'UE a consolidé son rôle en tant que principal défenseur mondial de la promotion d'une éducation de qualité en tant que droit de l'homme et que moteur du développement durable, en soutenant des actions dans quelque 70 pays partenaires. Erasmus+ a contribué au renforcement des capacités et au développement des compétences, grâce à des projets de coopération avec des établissements d'enseignement supérieur, des organisations d'enseignement professionnel et de jeunesse (177,1 millions d'EUR en 2025) et à des bourses de mobilité pour le personnel de l'enseignement supérieur et les étudiants (260,9 millions d'EUR).

En 2025, l'UE a encore consolidé l'égalité entre les femmes et les hommes en tant que priorité transversale de son action extérieure, conformément au troisième plan d'action de l'UE sur l'égalité entre les hommes et les femmes[5], y compris à titre d'exemple par l'intégration de l'approche «*pour les femmes, par les femmes*» dans tous les programmes financés par l'UE en faveur des besoins fondamentaux et des moyens de subsistance en Afghanistan, en veillant à ce que l'aide parvienne efficacement aux femmes et à ce qu'elles jouent un rôle significatif dans le processus de mise en œuvre.

Près de la moitié de la population mondiale n'a pas accès à des services d'assainissement gérés de manière sûre. En 2025, l'UE a continué de soutenir des activités durables dans les domaines de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, conformément à la stratégie européenne pour la résilience dans le domaine de l'eau[6] adoptée en 2025, y compris des investissements à long terme au titre de la stratégie «Global Gateway» dans environ 50 pays, avec la mobilisation du secteur privé et au moyen d'une aide humanitaire en cas de crise.

Transition propre et résilience climatique

Conformément à l'accord de Paris, au pacte vert pour l'Europe[7] et à la stratégie «Global Gateway»[8], l'UE a continué d'aider les pays partenaires à améliorer l'accès à l'énergie durable, à décarboner le

[5] JOIN(2020) 17;https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:52020JC0017
[6] COM(2025) 280;https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:52025DC0280
[7] Le pacte vert pour l'Europe – Commission européenne.
[8] JOIN/2021/30;https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:52021JC0030

secteur énergétique et à s'adapter au changement climatique. L'action extérieure s'est concentrée sur l'intensification de la production d'énergie renouvelable, l'amélioration de l'efficacité énergétique et le renforcement de la connectivité énergétique régionale, tout en évitant la création ou le renforcement de dépendances, ainsi que sur le soutien à la résilience climatique et à la réduction des risques de catastrophe.

La mise en œuvre de l'initiative Afrique-Europe pour l'énergie verte s'est poursuivie. L'UE, en concertation avec l'Afrique du Sud, a également mené une campagne d'un an[9] visant à mobiliser des investissements en faveur des énergies renouvelables en Afrique, qui s'est traduite par 15,5 milliards d'EUR, dont 15,1 milliards d'EUR provenant de l'Équipe Europe.

L'UE a continué de promouvoir des économies urbaines circulaires et économes en ressources. En 2025, des actions en faveur de l'économie circulaire ont été soutenues par des initiatives mondiales dans plus de 40 pays et par des initiatives régionales et nationales dans plus de 80 autres pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et des Caraïbes, contribuant ainsi à des modes de production et de consommation plus durables. L'accent a été mis non plus sur le dialogue stratégique, mais sur les réformes, les partenariats et les investissements qui aident les pays partenaires à réduire les pressions mises sur les ressources, à créer des emplois de qualité et à renforcer les chaînes de valeur, tout en permettant des relations économiques résilientes avec l'UE.

L'UE a intensifié son action en faveur de chaînes de valeur durables et sans déforestation. Par l'intermédiaire de DESIRA+ et des programmes agroalimentaires connexes, elle a soutenu les chaînes de valeur du cacao, du café, de la noix de cajou et des «cultures oubliées», en reliant les petits exploitants aux marchés, en améliorant les sols et en promouvant l'agroforesterie.

En ce qui concerne les matières premières critiques, l'UE a soutenu des chaînes d'approvisionnement durables, sûres et résilientes, y compris des projets contribuant aux critères de référence du règlement sur les matières premières critiques[10] en ce qui concerne l'approvisionnement, la transformation, le recyclage et la diversification, et a mis en œuvre une facilité spécifique pour les matières premières critiques afin de relier les projets aux acheteurs et aux bailleurs de fonds.

L'UE et ses États membres jouent un rôle de premier plan dans les financements internationaux pour la lutte contre le changement climatique en tant que premier pourvoyeur mondial de financements en faveur de la lutte contre le changement climatique dans les pays en développement. Par exemple, les garanties et les financements mixtes du FEDD+ ont soutenu des investissements en faveur du climat, y compris par l'intermédiaire des fonds Climate Investor, et ont permis de lancer au moins 50 projets d'infrastructures d'atténuation et d'adaptation. La plateforme de conseil en matière de finance durable de l'UE a soutenu l'élaboration de cadres pour les obligations vertes afin de contribuer à mobiliser des capitaux privés en faveur d'investissements alignés sur le climat.

Transition numérique, science, technologie, innovation et infrastructures

Au cours du second semestre de 2025, l'UE a commencé à mettre en œuvre la communication conjointe sur une stratégie numérique internationale pour l'UE[11], adoptée en juin 2025, qui définit une vision globale d'une transformation numérique mutuellement bénéfique, étayée par une offre

[9] https://commission.europa.eu/topics/international-partnerships/global-gateway/energy-africa_en?prefLang=fr
[10] JO L, 2024/1252, 3.5.2024, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/2024/1252/oj.
[11] JOIN(2025) 140 du 5 juin 2025; https://digital-strategy.ec.europa.eu/fr/library/joint-communication-international-digital-strategy-eu.

intégrée de l'UE pour les entreprises technologiques qui combine une connectivité sécurisée, une intelligence artificielle (IA) digne de confiance, la cybersécurité, des services spatiaux, des infrastructures numériques fiables et des infrastructures publiques numériques.

Dans l'ensemble des régions, les projets numériques relevant du pilier numérique de la stratégie «Global Gateway» ont soutenu et mobilisé des acteurs et des écosystèmes internationaux de recherche et d'innovation, tandis que des plateformes et des pôles spécialisés ont soutenu le partage des connaissances et l'expertise technique, tels que le réseau de supercalculateurs entre l'Union européenne et l'Amérique latine et les Caraïbes (UE-ALC).

Les transports durables sont restés au cœur de l'action extérieure de l'UE, soutenant une connectivité plus verte et plus résiliente. Le long des 12 corridors prioritaires africains, du corridor de transport transcaspien, du corridor Inde — Moyen-Orient — Europe et en Asie, en Amérique latine et dans les Caraïbes, ainsi que dans les régions du voisinage oriental (par exemple, les corridors de solidarité reliant l'Ukraine et la Moldavie à l'UE) et méridional, divers investissements couvrent les secteurs du transport ferroviaire, routier et maritime, de la mobilité urbaine, des infrastructures logistiques et de l'aviation.

La stratégie «Global Gateway» contribue également à décarboner les transports mondiaux au moyen d'investissements et d'initiatives verts ciblés tels que l'initiative phare sur les carburants d'aviation durables (avec des activités en Afrique et en Inde), les centres mondiaux de coopération dans le domaine des technologies maritimes et l'initiative relative aux corridors et plateformes de transport maritime écologique, qui aident les pays partenaires à mettre en œuvre les objectifs climatiques de l'Organisation maritime internationale et de l'Organisation de l'aviation civile internationale.

Un mécanisme d'investissement en phase de démarrage a été lancé afin d'accorder des subventions aux entreprises de l'UE dont les projets, portant sur le transport durable, le développement urbain, l'énergie et l'IA, en sont encore à leurs débuts, contribuant ainsi à réduire les risques liés à l'innovation et à attirer de nouveaux financements.

Au niveau multilatéral, l'UE a fait progresser la mise en œuvre du pacte numérique mondial des Nations unies et a participé de manière ouverte et constructive au dialogue mondial sur la gouvernance de l'IA. Le bilan des vingt ans du Sommet mondial sur la société de l'information a constitué une étape majeure pour la gouvernance numérique mondiale.

Croissance durable et emplois

En 2025, l'UE a encouragé une croissance économique durable et inclusive, en améliorant l'environnement des entreprises et en mobilisant des investissements privés pour des emplois de qualité dans le cadre de la stratégie «Global Gateway» et de l'architecture financière européenne pour le développement. Les actions extérieures ont combiné le dialogue politique, l'appui budgétaire et les instruments de partage des risques avec des mesures ciblées en faveur des compétences, des chaînes de valeur et de la conduite responsable des entreprises.

Le dialogue avec le secteur privé européen a été renforcé. Outre la plateforme d'investissement «Global Gateway» et le groupe consultatif des acteurs du marché sur la stratégie «Global Gateway», les enceintes économiques de l'UE ont facilité la mise en réseau et la conclusion de marchés entre les entreprises européennes et les gouvernements des pays partenaires.

En 2025, 20 nouvelles garanties FEDD+[12] ont été signées avec diverses institutions de financement du développement, pour un montant total de garantie supérieur à 3 milliards d'EUR, et le déploiement a commencé: 63 opérations ont été signées en 2025. Les opérations de financement mixte approuvées en 2025 devraient générer environ 18 milliards d'EUR d'investissements.

Les programmes en matière d'éducation et de compétences [y compris l'enseignement et la formation professionnels (EFP) axés sur les opportunités et l'enseignement supérieur] ont été toujours plus alignés sur les secteurs prioritaires dans le cadre de la stratégie «Global Gateway», tels les six nouveaux projets d'EFP axés sur les opportunités lancés dans plusieurs pays africains afin de faire correspondre la formation aux besoins du marché du travail.

Le recours systématique aux marqueurs «genre», «handicap» et «inégalités» a contribué à faire en sorte que les investissements tiennent compte des effets distributifs, promeuvent l'autonomisation économique des femmes et leur inclusion, et mettent en relation les communautés mal desservies.

Migration et déplacements forcés

Dans toutes les régions, l'UE a renforcé son approche de la migration fondée sur les droits de l'homme, en adoptant des lignes directrices internes et des procédures adaptées afin d'améliorer la conception, l'identification, la formulation et le suivi des actions en matière de migration et le traitement des violations présumées. L'UE a de plus en plus utilisé ses fonds pour promouvoir ses objectifs en matière de migration auprès des pays partenaires. Elle a engagé des dialogues sur des partenariats stratégiques avec des partenaires clés couvrant tous les aspects de la migration et des déplacements forcés, soutenus par un financement de l'UE, conformément à la stratégie européenne de gestion de l'asile et de la migration[13].

Grâce au renforcement de nos partenariats en matière de migration, le nombre de franchissements irréguliers des frontières extérieures de l'UE est tombé à environ 179 000 en 2025, soit un quart de moins qu'en 2024, et le nombre de demandes d'asile dans l'Union a également diminué d'environ 19 % en 2025 par rapport à 2024, reflétant en partie une coopération renforcée avec les pays partenaires. Par exemple, en s'appuyant sur le partenariat en matière de migration avec la Mauritanie adopté en 2024, toutes les actions de la mesure d'aide de 210 millions d'EUR ont été mises en œuvre, ce qui a considérablement renforcé la capacité de la Mauritanie à gérer la migration et les déplacements forcés et à créer des perspectives économiques dans les régions touchées. Ces fonds ont également été mobilisés dans le cadre de l'approche flexible de l'initiative «IVCDCI — Europe dans le monde», qui s'avère à nouveau essentielle pour encourager la coopération en matière de migration.

L'UE a également intensifié ses travaux contre le trafic de migrants et la traite des êtres humains. Une action mondiale sur les dimensions financière et numérique du trafic de migrants a contribué à l'Alliance mondiale pour lutter contre le trafic de migrants et s'inscrivait dans le cadre d'un train de mesures de financement de 78 millions d'EUR annoncé en décembre 2025.

Environ 5,8 millions de migrants, de réfugiés, de personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI) et de membres de la communauté d'accueil ont bénéficié d'une protection ou d'un soutien de l'UE au titre de l'actuel cadre financier pluriannuel 2021-2027.

[12] Fonds européen pour le développement durable Plus.
[13] Stratégie européenne de gestion de l'asile et de la migration, COM(2026) 45 final.

En 2025, environ 15 % du budget de l'aide humanitaire ont été consacrés à la protection, en mettant fortement l'accent sur les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur du pays dans certaines régions en crise telles que l'Ukraine, Gaza, le Soudan, la Syrie, l'Afghanistan et la Corne de l'Afrique. En 2025, environ 87 % du financement de l'aide humanitaire ont été alloués à des projets répondant aux besoins des personnes déplacées de force. L'UE a maintenu son engagement en faveur de la réinstallation et de l'admission humanitaire et a continué de soutenir le mécanisme de transfert d'urgence au Rwanda et la facilité de soutien aux réfugiés en Turquie.

Gouvernance démocratique et droits de l'homme, paix et sécurité

Outre de nombreuses interventions bilatérales et régionales, le programme thématique de l'IVCDCI — Europe dans le monde sur la paix, la stabilité et la prévention des conflits a continué d'aborder la prévention des conflits et la consolidation de la paix ainsi que la lutte contre les menaces mondiales et transrégionales[14]. Fin 2025, 78 actions étaient en cours dans les domaines de la prévention des conflits, de la consolidation de la paix et de la préparation aux crises. 18 nouvelles actions supplémentaires ont été adoptées pour répondre aux préoccupations mondiales en matière de paix et de sécurité, ainsi que 14 nouvelles actions concernant les menaces mondiales.

La lutte contre le terrorisme et la prévention de l'extrémisme violent ont été renforcées par des instruments tels que la facilité globale contre les menaces terroristes mise en place par l'UE et les Nations unies[15], qui a fourni des aides ciblées à l'Iraq, à l'Ouzbékistan, au Nigeria et à la Somalie, entre autres, ainsi que par des travaux sur la coopération judiciaire multilatérale avec la Ligue des États arabes.

Le soutien électoral et l'observation des élections jouent un rôle essentiel dans la promotion de processus électoraux pacifiques, inclusifs et crédibles. En 2025, des missions d'observation électorale complètes ont été déployées en Bolivie, en Équateur, au Guyana, au Honduras, au Kosovo*, au Malawi et aux Philippines; des missions d'experts électoraux au Kosovo, en Iraq et au Suriname; et des missions de suivi en Colombie, au Guatemala, au Kenya, au Lesotho, aux Maldives, au Nigeria et au Timor-Oriental, qui ont contribué à renforcer les institutions démocratiques, à renforcer la confiance du public dans les processus électoraux et à décourager les fraudes, les intimidations et les violences.

Dans des contextes fragiles et conflictuels, l'UE a maintenu un engagement souple et réactif, en travaillant en étroite collaboration avec les partenaires locaux, les organisations de la société civile, les organisations de jeunesse et les organisations de femmes afin de renforcer la résilience et de promouvoir la paix, de préférence dans le cadre d'une approche «Équipe Europe». Des initiatives mondiales visant à protéger l'espace civique, telles que le «système de l'UE pour un environnement favorable à la société civile», ont permis de suivre les tendances et de renforcer les capacités de la société civile dans 80 pays.

L'UE a renforcé son approche globale en matière de sécurité et de défense, notamment au moyen d'initiatives telles que la «préparation de la défense européenne à l'horizon 2030» et l'instrument SAFE. La facilité européenne pour la paix est restée au cœur de la réponse de l'UE en matière de sécurité, tout en maintenant un financement en dehors du budget de l'UE pour les dépenses ayant des implications militaires ou dans le domaine de la défense. Outre les outils de réaction rapide aux crises, des missions et opérations relevant de la politique de sécurité et de défense commune ont été

[14] https://science4peace.jrc.ec.europa.eu/#/Home/CET/Map.

[15] https://www.un.org/counterterrorism/en/EU-UN-Global-Terrorism-Threats-Facility.

* Cette désignation est sans préjudice des positions sur le statut et est conforme à la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité des Nations unies ainsi qu'à l'avis de la CIJ sur la déclaration d'indépendance du Kosovo.

organisées dans toutes les régions pour faire face aux conséquences immédiates et à long terme des conflits, y compris au Moyen-Orient, en Afrique et dans le voisinage. En 2025, la coopération de l'UE avec ses partenaires a été renforcée par la conclusion de partenariats en matière de sécurité et de défense avec le Royaume-Uni et le Canada.

ACTION AU NIVEAU MONDIAL

Afrique subsaharienne

En 2025, l'UE et l'Afrique ont encore consolidé leur partenariat stratégique couvrant le commerce, les investissements, la paix et la sécurité, la transition écologique et la transformation numérique. La vision commune pour 2030[16] a continué d'orienter la coopération, en mettant l'accent sur le paquet d'investissement «Global Gateway» Afrique-Europe, parallèlement aux travaux sur la paix, la sécurité et la gouvernance, les migrations et la mobilité, ainsi que sur un multilatéralisme efficace. La troisième réunion ministérielle UE-Union africaine (UA) et le septième sommet UA-UE, qui se sont tenus en 2025 en même temps que le forum économique UA-UE et le forum des organisations de la société civile et de la jeunesse, ont marqué le 25e anniversaire du partenariat. L'UE et l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique ont intensifié leur coopération politique et continué d'œuvrer à la mise en œuvre de l'accord de Samoa.

En 2025, l'UE est restée le premier partenaire de l'Afrique en matière de commerce, d'investissement, de paix et de sécurité, le principal fournisseur d'APD et l'un des principaux donateurs d'aide humanitaire. Les échanges commerciaux de l'UE avec le continent ont atteint 360 milliards d'EUR, soit 33 % du total des échanges de l'Afrique. Le stock d'investissements directs étrangers de l'UE s'est élevé à 250 milliards d'EUR. À la fin de 2025, le soutien apporté par l'UE aux pays africains par l'intermédiaire de la facilité européenne pour la paix s'élevait au total à 400 millions d'EUR.

Le soutien à la mise en œuvre de la zone de libre-échange continentale africaine a été renforcé grâce à une assistance en matière de facilitation des échanges, de douanes et de normes. L'initiative Afrique-Europe pour l'énergie verte et la campagne «Scaling up renewable in Africa» (Développement des énergies renouvelables en Afrique) ont intensifié les travaux sur les énergies renouvelables et l'intégration régionale du secteur de l'électricité, y compris la modernisation du réseau et les investissements dans l'énergie solaire et éolienne. Le programme NaturAfrica s'est poursuivi dans six régions d'habitat prioritaires, tandis que les initiatives de l'Équipe Europe sur la gestion transfrontière de l'eau et l'économie circulaire ont aidé les pays partenaires à s'adapter au changement climatique, à améliorer la sécurité de l'approvisionnement en eau et les systèmes WASH.

En 2025, les corridors de Lobito et de Douala-N'Djamena, deux initiatives phares de la stratégie «Global Gateway», ont démontré que les infrastructures peuvent soutenir le développement économique et la résilience au sens large, en particulier dans les zones enclavées et vulnérables. La mise en œuvre en cours porte ses fruits grâce à une forte appropriation africaine et à des actions coordonnées entre l'UE, les partenaires africains, les institutions financières et les investisseurs privés.

L'aide humanitaire a complété ces efforts: en 2025, l'UE a réagi à la plus grande crise mondiale de déplacements de population au Soudan (plus de 10 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays), allouant plus de 273 millions d'EUR en réponse à la crise (dont plus de 161 millions d'EUR rien qu'au Soudan) et 157 millions d'EUR dans la Corne de l'Afrique pour lutter contre la sécheresse, l'insécurité alimentaire et les déplacements de population. L'UE a également poursuivi son engagement au Sahel central, en luttant contre les déplacements forcés, et dans la région des Grands Lacs, en fournissant des soins de santé face aux épidémies et à la violence armée.

[16] https://www.consilium.europa.eu/media/54412/final-declaration-fr.pdf.

Asie et Pacifique

En 2025, l'engagement de l'UE à l'égard de l'Asie de l'Est, de l'Asie du Sud-Est et de l'Asie du Sud a continué de s'approfondir, consolidant l'approche régionale globale définie dans la stratégie de l'UE pour la région indo-pacifique[17], notamment en faisant progresser la connectivité énergétique et les partenariats pour une transition énergétique juste.

L'initiative phare «Connectivité énergétique en Asie du Sud» de la stratégie «Global Gateway» montre comment l'UE établit un lien entre croissance durable, transition écologique et intégration régionale, en soutenant le développement d'un marché transfrontière de l'électricité.

Une étape clé de la stratégie «Global Gateway» a été la signature du corridor numérique UE-Afrique-Inde Blue Raman[18], qui permettra de renforcer la résilience de la connectivité par câble sous-marin et de concevoir une architecture mondiale de données sécurisée et diversifiée. L'UE a également adopté une initiative de 42 millions d'EUR visant à renforcer l'utilisation des données Copernicus dans la région Asie-Pacifique, en soutenant une prise de décision fondée sur des données probantes en matière de climat et d'aménagement du territoire.

Lors du premier sommet UE-Asie centrale en avril 2025, l'UE a annoncé un paquet d'investissement «Global Gateway» de l'Équipe Europe d'un montant de 12 milliards d'EUR, accompagné d'une déclaration d'intention sur les matières premières critiques, ciblant les transports durables, l'énergie verte, la connectivité numérique et l'eau, qui a donné lieu à huit nouveaux contrats visant à améliorer les liaisons multimodales entre l'Asie centrale et l'Europe.

Lors du premier forum économique UE-Pacifique qui s'est tenu aux Fidji, l'UE a annoncé des investissements de près de 300 millions d'EUR au titre de la stratégie «Global Gateway» en faveur de la résilience au changement climatique, de la croissance durable, des transports, de la connectivité numérique, de l'eau, des énergies renouvelables et du développement du commerce dans l'ensemble du Pacifique, faisant de l'alliance verte et bleue pour le Pacifique[19] une initiative phare pour la région.

L'UE a fourni plus de 163 millions d'EUR d'aide vitale en Afghanistan en 2025, ainsi que 390 tonnes de matériel médical et de vivres pour répondre aux besoins de la population afghane.

Amériques et Caraïbes

Le quatrième sommet entre la Communauté des États latino-américains et des Caraïbes (CELAC) et l'UE s'est tenu en novembre 2025 en Colombie, en marge du Forum de la société civile ALC-UE et du Forum des entreprises ALC-UE. Les dirigeants ont réaffirmé l'importance stratégique du partenariat UE-CELAC et ont fixé des priorités, notamment dans le cadre du programme d'investissement «Global Gateway» UE-ALC (GGIA). Malgré un contexte géopolitique difficile, l'UE et la CELAC ont adopté une déclaration conjointe et deux déclarations complémentaires sur la sécurité des citoyens et la santé, soulignant leur attachement commun au multilatéralisme, au commerce et à l'investissement, aux transitions écologique et numérique, à l'inclusion sociale et à la coopération en matière de sécurité des citoyens, de justice et de lutte contre la criminalité transnationale organisée.

[17] https://www.eeas.europa.eu/eeas/eu-indo-pacific-strategy_en.
[18] https://international-partnerships.ec.europa.eu/policies/global-gateway/eu-africa-india-digital-corridor_en.
[19] https://international-partnerships.ec.europa.eu/policies/global-gateway/green-blue-alliance-pacific_en?prefLang=fr.

En 2025, la mise en œuvre du GGIA comprenait plus de 80 projets confirmant la position de l'UE en tant qu'investisseur de premier plan dans la région ALC et mettant en évidence l'efficacité de l'approche «Équipe Europe». Parmi les initiatives phares figurent l'intégration régionale de l'électricité, l'initiative de connectivité satellitaire Condosat et le réseau de supercalculateurs UE-ALC pour l'IA. Depuis mai 2025, l'UE jouit du statut d'observateur permanent au sein de l'Organisation latino-américaine et caribéenne de l'énergie[20] afin de progresser conjointement sur la transition vers une énergie propre et des politiques durables.

La coopération entre l'UE et les partenaires des Caraïbes s'est également approfondie dans le cadre de l'accord de Samoa et de son protocole pour les Caraïbes, ancrant le dialogue politique et la coopération au développement dans un partenariat renouvelé et à long terme.

Dans les Caraïbes, l'initiative «Global Gateway Sargassum» a élaboré des feuilles de route nationales pour la valorisation des sargasses, transformant un défi environnemental en une opportunité économique importante.

La coopération avec les États-Unis s'est concentrée sur le dialogue avec différentes catégories et différents niveaux de parties prenantes au-delà des autorités fédérales, grâce à la diplomatie publique, à des actions de sensibilisation de ville à ville et à des actions de sensibilisation à l'éducation. Le dialogue avec le Canada a positionné l'UE en tant que partenaire de confiance dans des secteurs prioritaires tels que le commerce, le numérique, la défense et la sécurité. La coopération avec les deux pays a également porté sur les questions relatives à l'Arctique (coopération urbaine et régionale arctique et participation de la jeunesse).

Au Venezuela et dans les pays voisins, où 58,6 % de la population est confrontée à l'extrême pauvreté, l'UE a été le principal donateur d'aide humanitaire en 2025, fournissant plus de 52 millions d'EUR.

Un nouveau stock humanitaire a été constitué à la Barbade afin de renforcer la capacité de réaction rapide de l'UE en cas de cyclones tropicaux, d'inondations et de tremblements de terre dans les Caraïbes et les régions voisines.

Élargissement de l'UE (Balkans occidentaux, Turquie, Ukraine, République de Moldavie, Géorgie)

Le paquet «Élargissement» de 2025, adopté en novembre, a confirmé que la dynamique en faveur de l'élargissement continue de figurer parmi les priorités de l'UE et que l'adhésion de nouveaux États membres est désormais sur le point de se réaliser, pour autant que les partenaires mettent en œuvre des réformes fondamentales.

Les Balkans occidentaux ont enregistré des progrès constants en ce qui concerne les fondamentaux du processus d'adhésion dans la plupart des pays partenaires, le Monténégro et l'Albanie se rapprochant de l'objectif d'achèvement des négociations. En ce qui concerne l'Ukraine et la République de Moldavie, le processus d'examen analytique (examen technique de l'acquis de l'UE) a été clôturé en 2025 et la Commission a estimé que les groupes de chapitres relatifs aux fondamentaux, au marché intérieur et aux relations extérieures étaient prêts à être ouverts. La Géorgie reste officiellement un pays candidat, mais les actions récentes des autorités géorgiennes ont de facto

[20] https://www.olade.org/en/.

interrompu le processus d'adhésion. La Turquie reste un partenaire d'importance stratégique et un pays candidat, bien que les négociations d'adhésion soient au point mort.

La Commission a mis au point «eAccession», un outil d'IA innovant, pour aider les pays candidats à accélérer le rapprochement des réglementations tout en économisant du temps et des ressources.

L'UE a continué de soutenir l'intégration économique régionale, notamment par la modernisation des systèmes de paiement et l'inclusion par le Conseil européen des paiements de l'Albanie, du Monténégro et de la Macédoine du Nord dans les systèmes SEPA en octobre 2025, réduisant considérablement les délais et les coûts de transaction pour les citoyens et les entreprises.

La facilité pour l'Ukraine et les plans de croissance pour les Balkans occidentaux et la République de Moldavie illustrent la manière dont l'UE combine engagement politique, soutien financier et conditionnalité pour accélérer la convergence avec l'UE. Les facilités comprennent 6 milliards d'EUR sous forme de subventions et de prêts en faveur des Balkans occidentaux et 1,9 milliard d'EUR en faveur de la Moldavie, les financements étant liés à la mise en œuvre des programmes de réformes arrêtés d'un commun accord et à l'intégration progressive dans certains domaines du marché unique. À la fin de 2025, des programmes de réformes avaient été adoptés pour tous les partenaires, et le préfinancement avait été versé à l'Albanie, au Monténégro, à la Macédoine du Nord, à la Serbie et à la Moldavie.

L'alignement complet des partenaires sur la politique de sécurité et de défense commune et la politique étrangère et de sécurité commune, y compris les mesures restrictives de l'UE, a été encouragé et l'UE a répondu aux demandes des partenaires visant à renforcer leur résilience et leur sécurité face aux menaces hybrides et autres.

L'UE a maintenu un soutien substantiel aux réfugiés en Turquie, en engageant 1,3 milliard d'EUR en faveur des réfugiés au titre du budget pour la période 2025-2027, tandis qu'un nouveau dispositif, la «cascade de visas», a été introduit en 2025 pour faciliter les déplacements des voyageurs turcs de bonne foi dans l'espace Schengen.

Voisinage européen

Voisinage oriental de l'Union

Dans le voisinage oriental, marqué par la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine, l'UE a continué de dialoguer avec les pays partenaires de la région sur une base bilatérale ou régionale (Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Géorgie, Moldavie et Ukraine). Le partenariat oriental a continué de fournir à tous les participants un cadre de coopération bien établi et efficace. Avec la Biélorussie, l'UE a maintenu sa politique de pression sur les autorités tout en soutenant les citoyens, la société civile et les médias indépendants.

Le programme «Soutien à l'apprentissage et à la formation avancés (SALT I-III)» aide les étudiants, les professeurs et les chercheurs biélorusses contraints de fuir le régime. Il s'agit d'une initiative d'importance stratégique pour préserver le potentiel intellectuel de la Biélorussie.

La stratégie «Global Gateway» et les plans d'action pluriannuels 2025-2027 pour le voisinage oriental sont restés essentiels pour soutenir la résilience, la connectivité et le développement socio-économique. Les plans d'action pluriannuels récemment approuvés (en dehors de l'aide à l'Ukraine) se sont élevés au total à 668,2 millions d'EUR de crédits d'engagement.

Une nouvelle approche stratégique de la région de la mer Noire[21] a été adoptée en mai, et un programme de connectivité a été approuvé en octobre, qui relie l'Europe à l'Asie centrale par la région de la mer Noire, de la Turquie et du Caucase du Sud et constitue une base importante pour une coopération plus étroite avec les partenaires du Caucase du Sud en matière de transports durables, d'énergie et de liaisons numériques.

Voisinage méridional de l'UE et Moyen-Orient/région du Golfe

Une Afrique du Nord, un Moyen-Orient et une région du Golfe prospères, connectés, résilients, pacifiques et stables sont dans l'intérêt stratégique de l'UE.

En 2025, l'UE s'est dotée de nouveaux outils, notamment le pacte pour la Méditerranée[22] et a lancé un certain nombre de partenariats stratégiques et globaux, afin de mener une action plus cohérente et plus percutante dans l'ensemble de la région. Une direction générale spécifique de la Commission pour le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et le Golfe est devenue pleinement opérationnelle en tant que plateforme pour les relations de la Commission avec 19 pays partenaires.

La guerre à Gaza a continué de provoquer une grave crise humanitaire, des destructions généralisées et une instabilité accrue au Moyen-Orient. L'UE a convoqué la première réunion du groupe des donateurs pour la Palestine en novembre 2025, tout en présentant un programme global pour la reprise et la résilience palestiniennes pour la période 2025-2027 et en proposant des mesures restrictives en réponse aux actions nuisant à la solution à deux États.

L'UE reste le principal donateur et fournisseur international d'aide humanitaire aux Palestiniens: elle a alloué un total de 220 millions d'EUR d'aide humanitaire d'urgence en 2025. Outre le financement, l'UE a maintenu son soutien opérationnel au moyen de vols dans le cadre de son pont aérien humanitaire, d'évacuations sanitaires et d'actions de fret routier.

Dans le Golfe, des accords de partenariat stratégique ont été proposés aux six membres du Conseil de coopération du Golfe; fin 2025, cinq d'entre eux avaient répondu positivement et des négociations avaient été lancées avec les Émirats arabes unis et le Qatar.

Le système de câble sous-marin Medusa est un projet transformateur pour les télécommunications régionales et internationales, qui fournira des liaisons de connectivité résilientes et à haute capacité entre l'Europe et l'Afrique du Nord.

Pays et territoires d'outre-mer (PTOM)

Les 13 PTOM sont des entités non souveraines qui entretiennent des liens constitutionnels particuliers avec le Danemark, la France et les Pays-Bas et font partie intégrante de la famille européenne au sens large. Les territoires endossent un rôle de plus en plus stratégique pour l'UE: ils représentent notamment de vastes zones économiques exclusives et offrent un accès à d'importantes ressources naturelles, y compris les matières premières critiques, ainsi qu'à des zones maritimes et des routes maritimes clés.

La décision d'association outre-mer, y compris le Groenland, alloue 500 millions d'EUR au soutien du développement économique et social des PTOM et à la lutte contre le changement climatique et la

[21] https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_25_1348.
[22] JOIN(2025) 26 du 16 octobre 2025; https://north-africa-middle-east-gulf.ec.europa.eu/joint-communication-pact-mediterranean_en.

perte de biodiversité pour la période 2021-2027. La Commission a proposé une modification de la décision d'association outre-mer, y compris le Groenland, qui consiste à doubler les fonds alloués aux PTOM pour les porter à 999 millions d'EUR pour la période 2028-2034.

En 2025, les relations avec le Groenland ont continué de s'étendre et de s'intensifier dans un contexte d'intérêt international accru pour l'Arctique, couvrant des domaines tels que les matières premières critiques, les énergies renouvelables et la connectivité, en plus de l'éducation et de la pêche. Le partenariat UE-Groenland a été marqué par deux dialogues sur les politiques, des visites de haut niveau et la semaine inaugurale UE-Groenland en novembre à Bruxelles.

2025 a été la dernière année de mise en œuvre du premier plan d'action de la politique de l'eau de la Polynésie française (2021-2030). Parmi les résultats obtenus figurent une augmentation du nombre de municipalités distribuant de l'eau potable, la poursuite des actions visant à sécuriser les bassins versants et le renforcement de la gouvernance sectorielle grâce à un comité technique pleinement opérationnel. Un deuxième plan d'action devrait couvrir la période 2026-2030.